

Augmentation des dépenses militaires

Mesures fédérales et leur impact sur les travailleurs

Ce gouvernement Arizona taille dans à peu près tout, mais augmente drastiquement les dépenses militaires.

1. Quels changements prévoit l'accord de gouvernement ?

Il veut tripler les dépenses militaires et les porter au niveau de la **norme de l'OTAN, soit 5 % du Produit Intérieur Brut (PIB)**, d'ici 2035. Autrement dit :

- en 2024, le budget de la défense s'élevait à **7,9 milliards d'euros**, soit **1,3 % du PIB** ;
- à l'horizon 2030, il devrait passer à **12,4 milliards d'euros** (2 % du PIB),
- en 2035, il s'agirait de **30 milliards d'euros** (5 % du PIB)

2. Impact pour la société

5 % du PIB, qu'est-ce que cela représente concrètement ? C'est 22 milliards d'euros en plus. Chaque année. C'est le montant que le gouvernement Arizona cherchait initialement à économiser sur l'ensemble la législature de 5 ans.

Ce sont donc des milliards qui ne pourront être consacrées à d'autres politiques (publiques, sociales ou climatiques).

22 milliards en plus pour l'armement chaque année, cela veut dire

- Travailler plus longtemps (car ils veulent prendre dans le budget des pensions)
- Moins de services publics (car ils veulent couper dans les dépenses publiques)
- Moins de soins de santé et de remboursements
- Moins d'argent pour les écoles et crèches
- Moins d'argent pour combattre le réchauffement climatique

Chaque citoyen va donc subir un préjudice considérable en matière de sécurité sociale, économique et médicale.

Prenons un exemple : les médias annoncent que le relèvement de l'âge de la pension à 66 ans (en 2025) fera économiser 100 millions d'euros aux finances publiques. Cela ne permettra même pas à la Belgique d'acheter un seul (des 45) nouveaux F-35.

Pour acheter 1 seul F-35, 22 000 personnes devront travailler un an de plus !

Le climat de militarisation restreint par ailleurs les espaces démocratiques et la possibilité de contestation. En cas de guerre, il y a « eux » et « nous ». Et toute contestation – même légitime, comme celle de défendre nos pensions – ou organisation contestataire est rapidement cataloguée d'extrémiste, ou portant atteinte à la sécurité nationale. L'instauration d'un climat de militarisation permet aussi à l'Arizona de s'en servir pour museler les organisations syndicales.

3. Ces dépenses sont-elles nécessaires ?

1. Actuellement, les pays membres de l'OTAN dépensent déjà annuellement 10 fois plus que la Russie, par exemple : 1 200 milliards de dollars contre 120 milliards. À eux seuls, les États membres européens de l'OTAN ont dépensé 483 milliards de dollars pour la défense en 2024, soit 100 milliards de plus qu'il y a quelques années. Mais nous sentons-nous pour autant plus en sécurité ?

2. Les dépenses militaires ne permettent pas de relancer l'économie belge. Les investissements dans l'industrie militaire ne garantissent pas de croissance économique durable et alimentent la guerre. Car pour que l'économie militaire tourne, il faut la guerre. S'il n'y a pas de guerre, il n'y a pas de fabrication militaire et donc pas de croissance.

3. Les dépenses militaires ne relancent pas l'économie européenne, car une grande partie des dépenses est destinée à des entreprises situées en dehors de l'Europe

4. Que propose la CSC Alimentation et Services ?

"La classe travailleuse porte le poids de l'insécurité globale actuelle - des lignes de front de la guerre, jusqu'aux marges de systèmes économiques qui ont failli" déclarait récemment Luc Triangle, le secrétaire général de la Confédération Syndicale Internationale. *"Les syndicats savent que la sécurité ne provient pas des armes; elle vient des emplois décents, de la justice climatique, de l'égalité, de la démocratie et des droits syndicaux"*. C'est pourquoi, parmi les principales exigences de la CSI, il y a celle de *"la réduction des dépenses militaires mondiales de 2% annuellement, et une réorientation de ces budgets vers la santé, l'éducation et la résilience climatique"*.

La menace du surarmement favorise une course mondiale à l'armement dangereuse, renforce la méfiance et augmente le risque de confrontation militaire. Nous nous opposons donc fermement à la norme des 5 %.

De plus, toute guerre se termine par un dialogue. Plutôt que d'investir dans l'escalade militaire, nous optons résolument pour la diplomatie, la prévention des conflits, la coopération au développement et la solidarité internationale. Ce n'est que comme cela que nous aurons une société inclusive, renforcerons la sécurité des citoyens et auront des perspectives de croissance économique durables.

Que proposons-nous ?

1. Des investissements pour les besoins de la population (pensions, santé, éducation,...) plutôt que dans l'armement.
2. La **solidarité internationale** et la **diplomatie** comme fondements de la sécurité plutôt que la course à l'armement
3. Le **respect des droits sociaux, du droit international et des modèles de concertation** dans chaque choix budgétaire.

QUE PEUT-ON PAYER AVEC LE PRIX D'UN SEUL F-35 ?



100 MILLIONS \$

SOINS DE SANTÉ



Un hôpital
entièrement
équipé



500 ambulances
10 000 lits
d'hôpital

TRANSPORTS



10 trams ou métros
modernes



100 bus électriques
Rénovation
complète d'une
gare ferroviaire



LOGEMENT

1 000 logements
sociaux

ENSEIGNEMENT



200 écoles
primaires



10 000 bourses
d'études

Infrastructures
numériques pour des
milliers d'écoles

DURABILITÉ



100 éoliennes



Panneaux solaires
pour 20 000
ménages



Projets urbains
écologiques

Rénovation
complète d'un
quartier résidentiel